Municipalité de
Saint-Théodore-d'Acton

1661 RUE PRINCIPALE, SAINT-THÉODORE-D'ACTON, QUÉBEC J0H 1Z0
TÉLÉPHONE : 450-546-2634
SITE INTERNET : www.st-theodore.com
FACEBOOK : sainttheodore.dacton

# RAPPORT DU MAIRE SUR LES FAITS SAILLANTS DU RAPPORT FINANCIER 2024

Cher citoyennes et citoyens,

Conformément à l'article 176.2.2 du Code municipal du Québec, le maire doit vous présenter annuellement les faits saillants du rapport financier de la dernière année, le rapport du vérificateur externe ainsi que la rémunération des élus. Conséquemment, c'est avec plaisir que je vous présente toutes ces informations dans les pages suivantes. Ce rapport a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal du 09 juin 2025.

Cet exercice de reddition de comptes sur les finances municipales vise à vous informer, en toute transparence, de la situation financière actuelle.

Cordialement, votre maire,

Guy Bond

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-THÉODORE-D'ACTON

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Théodore-d'Acton (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, le XX avril 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A132091

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
## RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalisations 2023 | Budget 2024 | Réalisations 2024 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Ventilation de l'amortissement | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé[1] |
| **Revenus** | | | | | | | |
| **Fonctionnement** | | | | | | | |
| Taxes | 1 | 1 678 581 | 1 678 537 | 1 730 502 | | | 1 730 502 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 3 548 | 3 500 | 3 680 | | | 3 680 |
| Quotes-parts | 3 | | | | | 202 198 | (2 553) |
| Transferts | 4 | 184 429 | 1 337 447 | 273 298 | | 42 819 | 292 973 |
| Services rendus | 5 | 161 519 | 167 923 | 189 596 | | | 189 596 |
| Imposition de droits | 6 | 101 553 | 57 000 | 57 204 | | | 57 204 |
| Amendes et pénalités | 7 | 4 044 | 4 000 | 2 748 | | | 2 748 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | | | | | | |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 10 000 | 12 500 | 12 267 | | 2 405 | 14 672 |
| Autres revenus | 10 | 8 252 | 4 001 | 10 447 | | 657 | 11 104 |
| Effet net des opérations de restructuration | 11 | | | | | | |
| | 12 | 2 151 926 | 3 264 908 | 2 279 742 | | 248 079 | 2 299 926 |
| **Investissement** | | | | | | | |
| Taxes | 13 | | | | | | |
| Quotes-parts | 14 | | | | | | |
| Transferts | 15 | 391 506 | | 822 136 | | | 822 136 |
| Imposition de droits | 16 | | | | | | |
| Autres revenus | | | | | | | |
| Contributions des promoteurs | 17 | | | | | | |
| Autres | 18 | 65 000 | | | | | |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 19 | | | | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 20 | | | | | | |
| | 21 | 456 506 | | 822 136 | | | 822 136 |
| | 22 | 2 608 432 | 3 264 908 | 3 101 878 | | 248 079 | 3 122 062 |
| **Charges** | | | | | | | |
| Administration générale | 23 | 447 376 | 460 182 | 481 466 | 10 114 | 9 334 | 500 914 |
| Sécurité publique | 24 | 381 257 | 563 971 | 438 752 | 14 004 | | 452 756 |
| Transport | 25 | 567 568 | 602 507 | 587 744 | 262 860 | | 850 604 |
| Hygiène du milieu | 26 | 254 455 | 303 592 | 280 912 | 66 434 | 236 584 | 358 588 |
| Santé et bien-être | 27 | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | 28 | 93 719 | 56 474 | 96 109 | 3 661 | | 99 770 |
| Loisirs et culture | 29 | 229 658 | 213 086 | 228 911 | 45 080 | | 273 991 |
| Réseau d'électricité | 30 | | | | | | |
| Frais de financement | 31 | 18 005 | | 18 703 | | | 18 703 |
| Effet net des opérations de restructuration | 32 | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 33 | 387 152 | | 402 153 | ( 402 153) | | |
| | 34 | 2 379 190 | 2 199 812 | 2 534 750 | | 245 918 | 2 555 326 |
| **Excédent (déficit) lié aux activités** | 35 | 229 242 | 1 065 096 | 567 128 | | 2 161 | 566 736 |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
## EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | | Réalisations 2023 | Budget 2024 | Réalisations 2024 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé[1] |
| **Excédent (déficit) lié aux activités** | 1 | 229 242 | 1 065 096 | 567 128 | 2 161 | 566 736 |
| Moins : revenus d'investissement | 2 | (456 506) | ( ) | (822 136) | ( ) | (822 136) |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales** | 3 | (227 264) | 1 065 096 | (255 008) | 2 161 | (255 400) |
| **CONCILIATION À DES FINS FISCALES** | | | | | | |
| *Ajouter (déduire)* | | | | | | |
| **Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés** | | | | | | |
| Amortissement | 4 | 387 152 | | 402 153 | 94 | 402 247 |
| Produit de cession | 5 | | | | | |
| (Gain) perte sur cession | 6 | | | | | |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | | | |
| | 8 | 387 152 | | 402 153 | 94 | 402 247 |
| **Propriétés destinées à la revente** | | | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | | | | | |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | | | |
| | 11 | | | | | |
| **Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux** | | | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | | | | | |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | | | | | |
| | 15 | | | | | |
| **Financement** | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 | ( ) | ( ) | ( ) | ( ) | ( ) |
| | 18 | | | | | |
| **Affectations** | | | | | | |
| Activités d'investissement | 19 | (178 952) | (1 432 000) | (435 069) | ( ) | (435 069) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | 169 015 | 255 404 | 264 204 | 2 410 | 266 614 |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | (3 500) | 111 500 | (3 500) | | (3 500) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | | | | | |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | | | |
| | 25 | (13 437) | (1 065 096) | (174 365) | 2 410 | (171 955) |
| | 26 | 373 715 | (1 065 096) | 227 788 | 2 504 | 230 292 |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales** | 27 | 146 451 | | (27 220) | 4 665 | (25 108) |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

## RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

| *Non audité* | | Fonction | Reçu de l'organisme municipal | | Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
| Guy Bond | 1.1 | Maire | 10 205 | 5 103 | 1 296 | 2 593 |
| Éloi Champigny | 1.2 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | | |
| Jean-François Martin | 1.3 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | | |
| Éric Laliberté | 1.4 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | 361 | 723 |
| Daniel Leduc | 1.5 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | | |
| Jérémie Lebel | 1.6 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | | |
| Diane Daigneault | 1.7 | Conseiller | 4 238 | 2 119 | | |

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).